

## MONDE

**Demande de reconnaissance d'un Etat palestinien : la suite.** Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est brièvement réuni et a décidé à l'unanimité de transférer la candidature d'adhésion palestinienne au Comité des adhésions du Conseil qui se réunira au niveau des ambassadeurs des 15 pays membres. Les tractations risquent de durer des semaines, voire plus, selon des diplomates. Les Palestiniens espèrent obtenir au moins 9 voix sur 15, minimum requis pour que leur demande puisse faire l'objet d'une « recommandation » du Conseil à l'Assemblée générale de l'ONU, passage obligé pour que celle-ci se prononce par un vote à son tour. Un tel résultat obligerait les Etats-Unis à opposer leur veto et une « recommandation » positive ne verra donc jamais le jour. 6 membres du Conseil de sécurité, permanents ou non, ont déjà dit qu'ils approuvaient la demande palestinienne : Chine, Russie, Brésil, Inde, Liban et Afrique du Sud.

**Israël :** Le ministère israélien de l'Intérieur a approuvé la construction de 1.100 nouveaux logements dans le quartier de colonisation juive de Gilo à Jérusalem-Est. Le négociateur palestinien Saëb ERAKAT a immédiatement réagi en affirmant que ces 1.100 nouveaux logements constituaient autant de « *non au communiqué du Quartette* » sur le Proche-Orient.

**SARKOZY au Maroc.** Le Président de la République a lancé les grands travaux du premier TGV du continent africain avec le roi Mohammed VI, auquel il a renouvelé le soutien de la France. « *La France a eu l'occasion à de nombreuses reprises de dire combien elle saluait la vision exprimée par le Roi, combien elle se réjouissait du succès exceptionnel du référendum portant réforme de la constitution et de la marche continue du Maroc vers la démocratie* », a ajouté Nicolas SARKOZY.

**Claude GUEANT en Turquie.** Le ministre de l'Intérieur est attendu le 6 octobre à Ankara pour signer un accord de coopération contre le « *terrorisme* » qui vise surtout les rebelles kurdes, au moment où ils intensifient leurs attaques en Turquie. M. GUEANT sera aussi reçu par le président Abdullah GÜL et le Premier ministre Recep ERDOGAN. Sur place, les 35 députés kurdes du Parlement renouvelé lors des élections de juin ont annoncé leur décision de mettre un terme à leur boycott de cette assemblée, dans un climat politique tendu avec la multiplication des violences attribuées aux rebelles kurdes.

## EUROPE

**523 pour contre 85 contre et 3 abstentions. Le « Ya » du Bundestag à la Grèce.** Les députés allemands ont approuvé à une très large majorité l'élargissement des prérogatives du Fonds européen de stabilité financière (FESF), le fonds de soutien de la zone euro, un test crucial réussi pour Angela MERKEL. Elle n'aura même pas eu besoin du soutien de l'opposition. Selon la réforme du FESF décidée lors du sommet européen du 21 juillet, le fonds disposera de nouveaux pouvoirs « *préventifs* » lui permettant d'acheter des obligations d'Etats membres de la zone euro, d'émettre des lignes de crédit de précaution et de prêter aux Etats de la zone euro pour recapitaliser leurs banques.

**Les réactions.** La Commission européenne a salué le feu vert allemand au renforcement du FESF, désormais approuvé par 11 des 17 pays de la zone euro, et s'est dite confiante de voir le processus de ratification achevé d'ici la mi-octobre. La France a de son côté salué « *le sens des responsabilités* » des députés allemands face à la crise budgétaire de la région. L'Allemagne supporte à elle seule 211 milliards d'euros des garanties du fonds, sur un total de 440 milliards d'euros.

**BARROSO veut reprendre la main.** C'est un Président combatif qui est apparu devant les parlementaires européens réunis à Strasbourg. Reconnaisant que la crise actuelle était « *le plus grand défi de toute l'histoire de l'UE* », José Manuel BARROSO s'en est pris à la tentation de Paris et Berlin de conduire seuls les affaires européennes. Il a présenté les principaux chantiers sur lesquels il compte avancer. Si aucun n'est vraiment une surprise, la plupart était encore inconcevable il y a quelques mois. La première initiative est déjà lancée : il s'agit de la création au sein de l'Union européenne d'une taxe sur les transactions financières. La Commission a déjà mis sur la table la proposition de directive. Elle devrait rapporter 55 milliards d'euros par an, selon M. BARROSO. « *Au cours des trois dernières années, les Etats membres ont apporté une aide et fourni des garanties de*

4.600 milliards d'euros au secteur financier, il est temps pour le secteur financier d'assurer en retour une contribution à la société », a affirmé l'ancien Premier ministre portugais.

**Le soutien du Parlement européen.** La réforme, baptisée « 6 Pack », proposée par la Commission européenne pour tirer les leçons de la crise de la dette en Grèce, a été adoptée grâce aux voix des conservateurs et des libéraux. Socialistes et Verts ont approuvé la réforme seulement en partie regrettant que certains des 6 textes législatifs soumis au vote ne soient trop axés sur la rigueur et pas assez sur la relance. Les communistes ont rejeté le projet en bloc.

**Elections législatives anticipées en Slovénie.** Elles auront lieu le 4 décembre et sont consécutives à la chute du gouvernement du social-démocrate Borut PAHOR qui a perdu un vote de confiance au parlement.

**Dynamiser les questions.** L'heure des questions des eurodéputés à la Commission européenne fait peau neuve. Pour que l'échange soit plus dynamique et davantage en prise sur l'actualité, les députés ne déposeront plus leurs questions à l'avance et la séance de 90 minutes sera consacrée à un sujet précis.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**Nuevo carro.** Le gouvernement cubain a officiellement autorisé l'achat et la vente de véhicules, interdits depuis un demi-siècle, dans le cadre des réformes économiques lancées par le président Raul CASTRO. Jusqu'alors, les Cubains ne pouvaient acheter ou vendre que des véhicules enregistrés dans l'île avant l'avènement de la Révolution en 1959.

**Guinée.** Deux morts et une dizaine de blessés à Conakry lors de violences qui ont éclaté entre opposants et forces de l'ordre à la suite de l'interdiction d'un rassemblement de l'opposition guinéenne par le pouvoir du président Alpha CONDE. La France a appelé « *au calme et à la retenue de tous* » dans ce pays dont l'histoire est marquée par les violences politiques et ethniques.

**Libye.** Le Conseil national de transition a décidé de reporter la formation d'un gouvernement de transition après la libération totale du pays.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**La droite a perdu les élections sénatoriales et la seconde chambre du Parlement.** Nicolas SARKOZY et François FILLON ont concédé la défaite de la droite après le basculement du Sénat à gauche. Dans le huis-clos théorique de la réunion des députés UMP, M. FILLON a parlé sans détour d'un « *coup sévère* », même si « *prévisible* » en raison des succès de l'opposition aux élections locales depuis 2008. Nicolas SARKOZY a demandé la fin des déclarations qui jouent avec l'hypothèse d'un maintien de Gérard LARCHER à la présidence du Sénat. Le chef de l'Etat a attribué le revers de dimanche à un « *climat général de division* » à droite et surtout à « *l'inquiétude provoquée par la crise économique et financière* ». « *Ne vous y trompez pas, l'élection présidentielle se jouera sur la crise* », a-t-il insisté. Devant les députés, le Premier ministre a lui aussi mis en cause les « *dissidences* », assurant avoir « *tout fait pour (les) éviter* ». Le président de la République et le Premier ministre ont surtout voulu remonter le moral de la majorité, en l'appelant à la mobilisation générale pour 2012. « *Il faut une majorité combative* », a souligné M. Nicolas SARKOZY.

« **Pour la première fois de la V<sup>ème</sup> République, le Sénat va connaître l'alternance** ». Déclaration de Jean-Pierre BEL, alors qu'il était Président du groupe PS au Sénat, au soir de la victoire de la gauche dans cette assemblée. Soulignant le caractère historique du résultat qui donne 177 siège à la gauche – soit la majorité absolue – le probable prochain président du Sénat a annoncé que « *le changement est en marche* » tout en soulignant la « *résonance nationale* » de ce résultat.

**Primaires socialistes, le 2<sup>ème</sup> débat.** Il aura permis de mettre en évidence des différences plus marquées entre les candidats, dont les échanges ont été moins consensuels. Ainsi par exemple sur la question de la création d'une TVA sociale préconisée par Manuel VALLS, qui suggère une augmentation d'un point des taux de TVA actuellement en vigueur, dont seraient toutefois épargnés « *les produits de première nécessité* », ce qui permettrait selon lui « *d'injecter tout de suite 10 milliards d'euros dans le budget de l'Etat* ». Pas d'accord, Martine AUBRY a jugé que cette hausse de la TVA, qui n'est rien d'autre qu'une « *hausse des prix* », allait toucher « *d'abord les classes populaires et les classes moyennes* ». Ségolène ROYAL a jugé que cela ne ferait que « *renforcer la récession* » en « *prenant du pouvoir d'achat aux ménages* ». Plus nuancé, François HOLLANDE a évoqué la piste d'une « *contribution écologique* » qui se « *substituerait à la taxe sur le travail* ». Arnaud MONTEBOURG a dénoncé cette « *solution de droite* » qui n'a, selon lui, pas sa place « *dans des*

primaires de gauche ». « C'est trop facile de caricaturer cette idée », lui a répondu M. VALLS.

**Alain JUPPE, sans ambiguïté.** Il aidera Nicolas SARKOZY pour la présidentielle. « S'il est candidat... ». Le ministre d'Etat affirme « Des paroles et des actes » sur France 2, qu'il ne se présentera pas en 2012. Et de préciser : « Je pense que Nicolas SARKOZY est notre meilleur candidat, je le soutiendrai (...) Je vais l'aider sans ambiguïté. J'ai bien réfléchi, j'ai pris ma décision et, maintenant, je ferai tout pour qu'il puisse conduire la France dans la direction qu'il a prise ».

## PARLEMENT

### Sénat

**Election du Président du Sénat ce samedi 1<sup>er</sup> octobre.** 3 candidats en lice : le socialiste Jean-Pierre BEL, qui doit accéder mathématiquement au « plateau ». La centriste Valérie LETARD a été désignée par le groupe centriste pour le représenter. Selon elle, « la présence du groupe centriste dans cette élection est légitime pour rappeler son intention d'agir de façon libre, autonome et non bipolaire ». Et enfin Gérard LARCHER, candidat à sa succession, « par devoir et sans compromis ». Bien qu'ayant été réinvesti par le groupe UMP, le président sortant ne peut pas espérer remporter cette élection. Pour ce vote, « nous n'irons chercher des voix ni dans les officines ni derrière les paravents, nous assumerons jusqu'au bout notre candidature, notre soutien au président LARCHER », a déclaré Jean-Claude GAUDIN, reconduit comme prévu à la présidence du groupe.

**Modernité, modestie et transparence.** C'est le crédo de Jean-Pierre BEL pour le « nouveau sénat », appelant ses collègues à « donner l'exemple » s'engageant à « être extrêmement ambitieux » concernant le train de vie du Sénat, objet de vives critiques. Il a en outre indiqué qu'il était favorable à l'abaissement du seuil de constitution des groupes de 15 à 10 sénateurs, comme le revendiquent les 10 sénateurs EELV. L'élection de M. BEL à la présidence du Sénat entraînera la désignation d'un nouveau président du groupe socialiste. Parmi les noms évoqués avec insistance figure notamment celui de François REBSAMEN, sénateur de la Côte d'Or.

**La balle au Centre.** Le sénateur de la Mayenne, François ZOCCHETTO, a été réélu à l'unanimité président du groupe Union centriste du Sénat, qui s'est élargi aux différentes tendances de la famille centriste : le Nouveau Centre d'Hervé MORIN, l'Alliance centriste présidée par Jean ARTHUIS et dont est membre M. ZOCCHETTO, le MoDem de François BAYROU, le Parti radical de Jean-Louis BORLOO et la Gauche Moderne de Jean-Marie BOCKEL. L'élection de M. ZOCCHETTO, validée par l'ensemble des partis, s'accompagne d'une feuille de route pour la transformation du groupe qui devrait changer de nom et accueillir de nouveaux membres issus des groupes UMP et RDSE. A terme, le nouveau groupe centriste pourrait compter jusqu'à 37 membres.

**Sénateurs des Français établis hors de France : 4 à droite, 2 à gauche.** La gauche gagne, comme cela était attendu en raison du renouvellement du Sénat par moitié, 1 siège de plus dans la représentation de la diaspora française. Ont été (ré)élu(e)s : Louis DUVERNOIS (UMP) ; Christiane KAMMERMANN (UMP) ; Jean-Pierre CANTEGRIT (UMP) ; Joëlle GARRIAUD-MAYLAM (UMP) ; Hélène CONWAY-MOURET (PS) ; Jean-Yves LECONTE (PS).

**Quelques chiffres :** à l'issue de ce renouvellement sénatorial, on compte 77 femmes au Sénat (dont 26 nouvelles élues), contre 80 dans l'assemblée sortante. La moyenne d'âge des 170 sénateurs de la série 1 est de 60 ans. Les 91 « nouveaux élus » de cette série ont une moyenne d'âge de 57 ans. La moyenne d'âge totale au Sénat après ce renouvellement est de 62 ans, contre 65 ans pour l'assemblée sortante.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projet de loi de Finances pour 2012 : le dernier de la législature.** A quelques mois de l'élection présidentielle, le gouvernement veut déposer au Parlement un projet de budget de rigueur. L'objectif de réduction des déficits est « intangible » et sera « tenu à l'euro près ». En ligne de mire : le retour du déficit public sous 3% du PIB en 2013, date à laquelle le ratio d'endettement public commencera à se réduire. En 2012, la dette publique s'élèvera néanmoins à 87,4% du PIB. La charge de la dette, c'est-à-dire les intérêts que l'Etat verse à ses créanciers, s'élève à 48,8 milliards d'euros. Les efforts à faire pour tenir les engagements de réduction des déficits seront d'autant plus importants que les prévisions de croissance pour 2012 ont été revues à la baisse, à 1,75% (contre 2,25%). Le gouvernement reconnaît lui-même que seule une « dissipation des turbulences actuelles permettrait d'atteindre une croissance de 1,75% en 2012 ».

**Budget de la mission Action extérieure de l'Etat.** Le programme le plus important « action de

la France en Europe et dans le monde », n'évolue pas, passent de 1,81 à 1,78 milliard d'euros. Ce programme intègre l'essentiel des moyens consacrés au réseau diplomatique, consulaire et culturel, au financement des opérations de maintien de la paix et au maintien de la présence française dans les organisations internationales. Le programme « Diplomatie culturelle et d'influence » atteint 759 millions d'euros, sans changement. L'Institut français doit être renforcé, avec l'expérimentation de fusion de 13 services culturels dès le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Après la suppression de 160 Emploi Temps Plein (ETP) en 2011, 140 nouveaux ETP seront supprimés en 2012.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Les derniers mois du Pascal...** Les derniers billets en francs doivent être rapportés à la Banque de France avant le 17 février 2012 pour être échangés. Au-delà, ils ne vaudront plus rien. Comme les billets en circulation sont inscrits au passif du bilan de la Banque, les billets non rapportés (pour la plupart égarés ou conservés en souvenir), considérés comme retirés de la circulation, devront faire l'objet d'un reversement à l'Etat au titre du « *culot d'émission* ». C'est à ce titre que Bercy a inscrit une prévision de recettes de 500 millions d'euros pour l'an prochain, soit davantage, par exemple, que la taxe sur les très hauts revenus. L'Etat a déjà bénéficié de telles recettes, mais il s'agit cette fois de la dernière plus-value.

**Quand le bâtiment...** Le nombre de mises en chantier de logements neufs a progressé de 8,1% sur un an en France pour la période allant de juin à août, à 74.646 unités, marquant un ralentissement par rapport au début de l'année. Le nombre de permis de construire de logements neufs a pour sa part augmenté de 9,8% sur un an pour la même période, à 427.456 unités.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Alain JUPPE devant l'Assemblée des Français de l'étranger.** Le Président de l'assemblée représentative des Français établis hors de France a ouvert la session plénière au Quai d'Orsay. Rapide tour d'horizon de la situation internationale, plus particulièrement sur la Libye et la question de la demande de reconnaissance d'un Etat palestinien devant l'assemblée générale des Nations unies le Ministre d'Etat. Le Ministre des Affaires étrangères et européennes a ensuite souligné l'importance de la « *capacité d'un Etat à s'ouvrir au monde* », qui « *a toujours été un ressort fondamental de son rayonnement* ». Il a affirmé que « *L'Etat est aux côtés des Français de l'étranger pour les accompagner dans cette aventure, exaltante, mais parfois contraignante, qu'est l'expatriation. En 2012, nous aurons trois défis à relever* ». Au menu : la poursuite de « *la modernisation du réseau consulaire* » ; « *aider toujours mieux les Français de l'étranger dans leur vie quotidienne* » ; « *réussir l'élection des 11 députés de l'étranger* ».

**Quel avenir pour l'Assemblée des Français de l'étranger ?** Pour Alain JUPPE, « *C'est naturellement relayer les préoccupations de chacun de nos compatriotes afin que l'Etat les accompagne au mieux dans leur expatriation. C'est aussi, et je dirais même ce sera surtout désormais, être force de proposition pour nourrir l'action politique française des expériences étrangères.* » S'agissant de la réforme de l'AFE, le Ministre d'Etat a invité les élus à faire des propositions pour adapter les statuts de l'Assemblée. Il a notamment cité la proposition d'instituer un président élu, en se disant ouvert à la discussion (<http://www.senat.fr/dossier-legislatif/ppl10-646.html>).

**Edouard COURTIAL, Secrétaire d'Etat chargé des Français à l'étranger.** Né en juin 1973, titulaire d'une maîtrise de gestion et d'un master à l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales, Edouard COURTIAL fut auditeur financier chez Ernst & Young Audit et depuis 2002, consultant en stratégie et organisation chez Cap Gemini. Vice-président de la fédération UDF de l'Oise (2001-2002), il est depuis juin 2002, député (UMP) du Val-d'Oise et fut chargé en 2009 d'une mission temporaire (sécurité des personnes âgées) auprès de Brice HORTEFEUX alors ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales. Maire d'Agnetz depuis 2003, il fut élu conseiller régional (UMP) de Picardie en mars 2010 et démissionna de son mandat conformément à la loi sur le cumul des mandats. Secrétaire départemental de la fédération UMP de l'Oise, Edouard COURTIAL est, depuis janvier 2011, délégué général de l'UMP, chargé des fédérations.

**« Le Secrétaire d'Etat que je suis regrette aujourd'hui la proposition de loi signée par le député que j'étais hier. »** Déclaration d'Edouard COURTIAL, devant l'Assemblée des Français de l'étranger réunie en session plénière. La nomination de ce jeune député avait été suivie d'une polémique. Il faisait en effet partie des dizaines de députés ayant cosigné un texte proposant de déchoir de leur nationalité française les Français qui déplaceraient leur résidence fiscale hors de France. Edouard COURTIAL a expliqué la volonté de dissuader les exilés fiscaux en cette période de



crise budgétaire aigüe. Il a affirmé à plusieurs reprises regretter la confusion si courante faite en France, entre exilés fiscaux et les Français vivant à l'étranger, qui représentent « *l'écrasante majorité et qu'il faut soutenir* ». Soulignant qu'un tel texte n'aurait probablement pas été déposé à l'Assemblée nationale si les Français établis hors de France y avaient déjà été représentés, il s'est engagé à défendre avec conviction l'image et les besoins des Français de l'étranger.

**La France va ouvrir un Bureau en Corée du Nord.** Il s'agit d'un « *Bureau français de coopération* ». Alain JUPPE a confirmé qu'il sera ouvert dans les tous prochains jours et il sera dirigé par Olivier VAYSSET.

**Canada : la circulaire.** Le ministre canadien des Affaires étrangères informe les ambassadeurs en poste dans le pays que le gouvernement « *continuera de refuser en principe toute demande d'autres Etats d'ajouter le Canada à leurs circonscriptions électorales extraterritoriales respectives* ». En outre, il ne permettra « *ni aux gouvernements étrangers de mener des campagnes électorales au Canada, ni à des partis politiques ou mouvements étrangers de s'établir au Canada* ». Cette information a été diffusée avant l'élection de l'Assemblée constituante de Tunisie (20-22 octobre). L'ambassadeur de France, Philippe ZELLER, a contacté les autorités canadiennes dans la perspective de l'élection du député français par les Français résidant en Amérique du Nord, en juin prochain.

**Remise des passeports : la nouvelle liste des consuls honoraires habilités.** C'est l'arrêté du 19 septembre 2011, publié au Journal officiel. <http://www.journal-officiel.gouv.fr/frameset.html>

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Le monde enseignant en grève.** Manifestation contre les suppressions de postes dans l'Education nationale, jugée « *significative* » dans le public et « *inédite* » dans le privé sous contrat, selon les syndicats. Le ministère de l'Education nationale faisait état de 29% de grévistes dans le primaire (54% selon la FSU) et de 22,3% dans les collèges et lycées (46% pour la FSU). Nicolas SARKOZY a critiqué cette grève en relevant que, contrairement à d'autres professions, les « *fonctionnaires ont un travail difficile mais ont un statut qui les protège* ».

**Quelques chiffres à venir en 2012.** Hausse du droit de visa de régularisation, qui va passer de 220 euros à 340 euros. Revalorisation de la retraite des anciens combattants au 1<sup>er</sup> juillet 2012. Indice : de 44 à 48 points.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Plus vite que la lumière.** Si la découverte se confirme, elle pourrait complètement révolutionner le monde de la physique : une équipe internationale de chercheurs a annoncé avoir mesuré des particules élémentaires de matière à une vitesse légèrement supérieure à celle de la lumière. Une capacité qui défie totalement la théorie de la relativité d'Einstein qui place la vitesse de la lumière d'environ 300 millions de mètres par seconde, comme la limite infranchissable par toutes les particules et corps existant.

**Les tablettes pour tous ?** Lancement d'une opération visant à permettre aux étudiants d'accéder à des tablettes tactiles. Après le permis et le PC, Laurent WAUQUIEZ, ministre de l'Enseignement supérieur, vient d'annoncer une opération proposant une offre à « *un euro par jour pendant deux ans pour l'achat d'une tablette tactile* » (iPad 2 ou Samsung Galaxy Tab) et de son abonnement 3G.

## CARNET

### Nominations

**Hervé LADSOU** est élevé à la dignité d'ambassadeur de France.

**Marie-Louise FORT**, député UMP, parlementaire en mission auprès de Claude GUEANT.

**Hugues MORET**, ancien dir. du cabinet de Rama YADE, serait nommé ambassadeur à Monaco.

**Bernard CHAPPEDELAINE**, premier conseiller à Ankara.

**Jean-Paul GUIHAUME**, jusqu'alors premier conseiller à Vienne, devrait être nommé deuxième conseiller, chef du service de presse et d'information à Berlin.

**Arnaud MURGIA**, conseiller parlementaire au cabinet du ministre auprès du Premier ministre.

**Jennifer BIERNA** et **Jessica PATERA** chargés de mission au cabinet de Thierry MARIANI.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)